



L'attractivité de la France selon les responsables des sociétés étrangères installées en France

Principaux enseignements du sondage réalisé par Ipsos pour la 11^{ème} édition des Etats de la France

Novembre 2016

La onzième édition des Etats de la France s'est donnée pour mission de dresser un bilan de l'attractivité économique du pays et des actions engagées par le Gouvernement dans ce domaine. Pour nourrir les réflexions lors de cet événement, les Etats de la France ont demandé à Ipsos de réaliser un nouveau sondage sur l'image de la France auprès des responsables de sociétés étrangères implantées en France. Un panel de 300 responsables a été interrogé cette année, toutes tailles d'entreprises confondues. La France est-elle un territoire attractif pour les entreprises internationales ? L'action des pouvoirs publics va-t-elle dans la bonne direction pour favoriser l'attractivité ? Est-elle à la hauteur des attentes ? Eléments de réponse avec les principaux enseignements du sondage.

Les responsables des filiales françaises d'entreprises internationales dressent un tableau plutôt sombre de l'attractivité de la France, mais ils gardent confiance dans la capacité du pays à inverser la tendance

Les avis positifs sur l'attractivité de la France progressent depuis deux ans (37%, +13 par rapport à 2014), mais le jugement des responsables des entreprises internationales reste assez sombre. Pour eux, la France n'est pas aujourd'hui en situation de force pour attirer les investissements étrangers. **Ils sont toujours une nette majorité (63%) à penser que la France n'est pas un pays attractif pour les entreprises.** Leurs jugements sont particulièrement sévères sur l'évolution de la situation au cours des douze derniers mois : pour près d'un sur deux (49%), l'attractivité du pays s'est dégradée pendant cette période. Le mouvement de contestation contre la loi El Khomri au printemps mais aussi la vague d'attentats qu'a connue la France ces douze derniers mois renforcent certainement cette opinion. A noter cependant que le sentiment d'une dégradation de l'attractivité sur douze mois ne fait pas l'unanimité chez les responsables d'entreprise : 37% estiment que la situation de la France est restée stable et 14% qu'elle s'est améliorée.

Malgré une vision globale teintée de pessimisme, le manque d'attractivité de la France n'a rien de définitif pour les responsables d'entreprises étrangères. **Ceux qui jugent que la France n'est pas un pays attractif pensent dans le même temps qu'elle pourrait le redevenir.** Signe qu'ils continuent de croire dans les atouts de la France dans la compétition économique internationale, les responsables d'entreprise interrogés estiment que ce redressement pourrait intervenir à brève échéance : d'ici 2 à 5 ans pour 65% d'entre eux.

Les responsables des filiales françaises soutiennent les réformes engagées par le Gouvernement pour améliorer l'attractivité du pays mais estiment qu'elles ne vont pas assez loin

Les mesures prises par le Gouvernement pour améliorer l'attractivité de la France, testées dans cette nouvelle édition du sondage, bénéficient moins de l'effet d'annonce que lors des vagues précédentes. Les jugements positifs fléchissent par rapport à 2014 pour un certain nombre d'entre elles. **Le soutien des responsables d'entreprises étrangères aux choix politiques de l'exécutif reste cependant élevé.** Ils saluent très largement les mesures en faveur de l'innovation (des mesures qui vont dans le bon sens pour 82%, en baisse néanmoins de 10 points), la réduction du coût du travail (81%, +5), la réforme territoriale (79%, +2), la simplification administrative (77%, -10), la fusion des IRP (73%, -11) ou la mise en place du « passeport talent » pour les salariés étrangers qui souhaitent s'installer en France (58%, -17).

Toutefois, ces mesures ne vont pas assez loin aux yeux des responsables d'entreprises étrangères installées en France. C'est le cas notamment de **la réduction du coût du travail qui va dans le bon sens mais est insuffisante pour 75% des personnes interrogées. Le constat est identique pour la loi El Khomri, jugée positive mais pas suffisante par 68% des sondés, la simplification administrative (66%) ou les mesures en faveur de l'innovation (59%).** Les responsables d'entreprises internationales soulignent l'efficacité limitée de ces mesures : pour une large majorité d'entre eux (79%), elles n'ont pas suffi à encourager leur entreprise à se développer davantage sur le territoire national, une opinion qui progresse de 8 points par rapport à 2015.

Des attentes fortes pour une intensification de l'action en faveur de l'attractivité

Les filiales françaises d'entreprises étrangères souhaitent une accélération du rythme des réformes. Une très large majorité des personnes interrogées (89%) estime que ce rythme n'est **pas assez rapide**. La demande d'*intensification* de l'action apparaît nettement dans la hiérarchie des mesures jugées prioritaires à mettre en place. Les responsables plaident très majoritairement pour une amélioration de la compétitivité fiscale de la France (74% de citations), mais aussi pour **un approfondissement dans les domaines de la réduction du coût du travail (55%), de la simplification administrative (55%), de la libéralisation du marché du travail (48%) et de la refonte du dialogue social en permettant que plus de décision soient prises au niveau de l'entreprise (41%).** En d'autres termes, de l'avis des responsables des filiales françaises d'entreprises internationales, les choix politiques de ces dernières années sont les bons mais l'action ne va ni assez vite, ni assez loin.

L'image de la France résiste auprès des sièges mondiaux, l'intention d'investir dans l'hexagone progresse nettement en deux ans

La bataille de l'attractivité se joue aussi au sein des sièges mondiaux sur le terrain de l'image. Dans ce domaine, **la France souffre toujours d'un déficit important d'opinions favorables, mais elle résiste.** Certes 47% des responsables de filiale française estiment que l'image de la France auprès de leur maison mère s'est dégradée en un an, mais 53% ne sont pas de cet avis. Elle n'a pas changé pour 38% et s'est améliorée pour 15% des personnes interrogées. En 2016, les responsables qui disent que leur siège a une image positive de la France sont toujours minoritaires (33%) mais un peu plus nombreux qu'en 2015 (+5 points).

Ce qui frappe surtout dans l'opinion des sièges mondiaux telle qu'elle est rapportée par les responsables de filiales, c'est la hausse de l'intention d'investir en France dans les années qui viennent. En 2016, **43% des responsables d'entreprises étrangères estiment que leur siège envisage (certainement pour 10%, probablement pour 33%) de développer ses activités dans l'hexagone (+15 points en deux ans),** un signal très positif sur le potentiel d'attractivité de la France.